

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 13 - 14 mai 1999

PROJETS SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Point 5 de l'ordre du
jour



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/99/5-B/4
22 avril 1999
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT—TADJIKISTAN 6087.00

Aide alimentaire destinée aux groupes vulnérables et aux activités de redressement

Nombre de bénéficiaires	370 000
Durée du projet	Un an (1er juillet 1999– 30 juin 2000)

Coût (dollars E.-U.)	
Coût total pour le PAM	23 184 936
Coût total des produits alimentaires	9 720 352

RÉSUMÉ

Depuis la guerre civile de 1992/93, le Tadjikistan n'a cessé de régresser sur le plan social et économique. Malgré l'accord de paix signé en juin 1997, des incidents localisés créant des conditions d'insécurité se produisent fréquemment et empêchent toute normalisation. Le Tadjikistan est le pays le plus pauvre de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et, depuis 1995, il est classé parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier par la FAO et parmi les économies à faible revenu par la Banque mondiale (le revenu annuel par habitant était de 340 dollars des Etats-Unis en 1997).

Une grande partie de la population est en butte à des difficultés économiques et sociales et le nombre de personnes vulnérables parmi les six millions d'habitants est en augmentation. La production vivrière locale ne suffit pas pour faire face aux besoins intérieurs. Le déficit céréalier, estimé pour 1998/99 à 40 pour cent des besoins totaux, est couvert en partie par les importations commerciales et en partie par l'aide alimentaire. Les diverses enquêtes nutritionnelles ont indiqué une détérioration des indicateurs de santé généraux.

Face aux difficultés du Tadjikistan, le PAM est intervenu en 1993 avec des secours alimentaires ciblés, destinés aux personnes vulnérables. La présente IPSR continue à réduire l'importance des secours au profit du relèvement, avec diverses activités vivres-contre-travail parmi lesquelles la promotion du dispositif de location de terres à bail, dans le cadre duquel une aide alimentaire est dispensée aux agriculteurs louant des parcelles à bail aux fermes d'Etat. Au titre de la phase en cours, opération d'urgence 5253.03, 15 000 bénéficiaires ont tiré profit de cette initiative "pilote". La participation au dispositif de location de terres à bail faisant l'objet d'une demande de plus en plus forte, le nouveau projet élargira ces activités. Par ailleurs, l'aide du PAM couvrira la remise en état de l'infrastructure urbaine et rurale, et sera également axée sur les soldats démobilisés et sur les rapatriés dans le cadre de la mise en œuvre d'activités vivres-contre-travail.

FOURNITURE DE L'AIDE: CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Analyse de la situation

1. Depuis le début des années 80, le Tadjikistan n'a cessé de régresser sur le plan économique et social. Ce recul a commencé pendant les années d'instabilité qui ont précédé la désintégration politique de l'Union soviétique, lorsque Moscou s'est mise à réduire considérablement ses transferts vers l'Asie centrale, faisant du Tadjikistan la plus pauvre des Républiques soviétiques¹. La situation s'est encore détériorée après l'indépendance en 1991. L'éclatement de l'Union soviétique a profondément perturbé les échanges commerciaux entre les anciennes républiques, a provoqué une instabilité monétaire dans la zone rouble, et a mis un point final aux transferts venant de Moscou, qui avaient maintenu le Tadjikistan à flot. Selon l'Atlas de la Banque mondiale pour 1997, le revenu annuel par habitant était de 340 dollars E.-U., ce qui situe le Tadjikistan parmi les pays les plus pauvres du monde.
2. L'effondrement de l'économie a été aggravé par une violente guerre civile en 1992/93, qui a fait au moins 50 000 morts et a provoqué le déplacement de 500 000 personnes (dont plus de 150 000 ont fui le pays) sur une population de six millions d'habitants². Les causes profondes de ce conflit sont liées aux différences religieuses et ethniques et à la lutte pour le pouvoir dans le contexte politique post-soviétique du Tadjikistan. Bien que la guerre ait perdu de son intensité dans la plupart des régions en 1993, des incidents localisés ont été enregistrés par la suite. Fin 1996, le pays a connu un regain de violence, et une prise d'otages a contraint les Nations Unies à évacuer son personnel de février à mai 1997. La pression exercée par les Nations Unies et par d'autres institutions a néanmoins conduit à la signature d'un accord de paix à Moscou en juin 1997, qui a mis officiellement fin à la guerre civile, même si la situation en matière de sécurité est restée dans l'ensemble précaire. Les institutions internationales ont été obligées d'évacuer la vallée de Karategin, après l'assassinat de quatre membres de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT), en juillet 1998. En novembre 1998, les hostilités qui ont repris dans la province de Leninabad au nord du pays ont donné une fois de plus la preuve de la fragilité des accords de paix. Les problèmes d'insécurité continuent à gêner l'exécution des activités et font parfois obstacle à la mise en oeuvre de l'aide humanitaire.
3. Le Tadjikistan se trouve mêlé aux dissensions ethniques, religieuses et politiques que connaît actuellement la région. Des clivages ethniques et religieux existent dans tous les pays voisins, constituant une menace pour la sécurité intérieure. Le Tadjikistan est lui-même plus divers sur le plan ethnique, sa base économique est plus limitée et il est doté de ressources naturelles moindres, ce qui lui fait courir un risque encore plus grand d'instabilité et d'insécurité. Par ailleurs, l'Afghanistan, où vivent plus de Tadjiks qu'au Tadjikistan, a été extrêmement instable et peu sûr au cours des 20 dernières années.
4. Une bonne partie du Tadjikistan est formée de montagnes ou de déserts, ce qui ne laisse que sept pour cent environ de terres pour l'agriculture. La majeure partie de cette terre est irriguée, étant donné que la principale culture commerciale, le coton, est fortement

¹ Banque mondiale, "Note sur la pauvreté dans la République du Tadjikistan, préparée en vue de la réunion du groupe consultatif, 20 mai 1998", page 4.

² PNUD/Tadjikistan, "Rapport de 1997 sur le développement humain—Tadjikistan", page 34.



tributaire de l'eau apportée par l'irrigation. L'énorme réseau d'irrigation a été construit et entretenu à une époque où la main-d'œuvre, contrainte et forcée, était abondante et où les coûts étaient une question secondaire. La situation de l'agriculture s'est aggravée avec la réduction de l'infrastructure d'irrigation, le manque d'intrants essentiels et de transferts monétaires, l'effondrement des mécanismes de distribution, l'amenuisement et les compressions des allocations de ressources aux complexes agricoles d'Etat (kolkhozes et sovkhozes), et la forte progression de la corruption dans l'ensemble du système. La détérioration du réseau d'irrigation, surtout depuis l'indépendance, a gravement compromis la capacité du Tadjikistan de se nourrir, car il n'est plus en mesure de produire et d'échanger du coton en quantité suffisante contre du blé, l'aliment de base. En outre, le réseau de transports s'est considérablement dégradé, presque 75 pour cent des camions étant hors service faute de pièces de rechange ou de fonds pour de nouveaux véhicules. Au début de la guerre civile, le manque de carburant et l'effondrement du réseau de transports avaient entraîné des pénuries alimentaires aiguës à Douchanbé et dans de nombreux autres centres urbains. Le réseau ferré est encore en partie en usage, mais il a sérieusement besoin de réparations.

5. La production économique (dont le niveau était déjà faible) a chuté de 40 pour cent entre 1990 et le début de 1995. Les deux années suivantes, elle a enregistré de nouvelles baisses, de 12 pour cent et de sept pour cent, suivies d'une légère remontée de deux pour cent environ en 1997¹. D'après tous les indicateurs sociaux, la situation actuelle est extrêmement grave. Le taux de chômage varie entre 30 et 40 pour cent, selon les observateurs de la Banque mondiale, mais nombreux sont ceux qui pensent qu'il serait même plus élevé. Comme dans bien des pays de l'ex-Union soviétique, les femmes ont rapidement grossi les rangs des chômeurs étant donné que les industries d'Etat (petites usines de transformation) et les activités du secteur public (telles que l'éducation et la santé) ont été considérablement réduites du fait de la compression des dépenses publiques, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Le système scolaire s'est désagrégé au point que la Banque mondiale parle du "danger réel d'une 'génération perdue'", les services de santé se sont "quasiment effondrés" et le filet de sécurité social public s'est "effondré"². Alors que les salaires des travailleurs n'ont pas évolué, et sont très faibles, l'indice des prix à la consommation a grimpé, augmentant de plus de 130 pour cent par an jusqu'en 1997. Des accroissements comparables ont été enregistrés en 1998³.
6. Le Tadjikistan a toujours été tributaire des importations céréalières pour nourrir sa population. La production céréalière intérieure de 1998/99 étant estimée à 510 000 tonnes (quelque 13 pour cent de moins qu'en 1997/98 à cause des rendements inférieurs et d'une légère réduction des emblavures), le déficit céréaliier s'élève à environ 360 000 tonnes. Ainsi qu'il a été noté plus haut, sous l'effet de la récession économique et de la forte baisse de la production cotonnière, les accords de troc ne sont plus possibles, et il n'y a pas non plus suffisamment d'argent pour acheter du blé sur le marché international.
7. Les perspectives d'accroissement rapide de la production vivrière sont peu encourageantes. De plus, la capacité de la population de se procurer des vivres tels que blé, riz, huile et sucre, ainsi que du carburant, a été sapée par le chômage massif, la dévaluation de la monnaie, l'effondrement du système public d'assistance et l'inflation. Le Tadjikistan

¹ Banque mondiale, op. cit., page 5.

² Banque mondiale, op. cit. pages 13, 18, 19, 27.

³ Fonds monétaire international, "République du Tadjikistan: faits économiques récents" (Rapport de pays établi par le personnel du FMI No 98/16, février 1998), page 88.



est et restera, selon toute probabilité, un pays à faible revenu et à déficit vivrier pendant de nombreuses années.

8. Afin de réorganiser l'économie du Tadjikistan, il est essentiel de mener une réforme agraire. Les premières mesures ont été prises dans ce sens en 1994 et en 1995, lorsque de petites superficies de terres appartenant à l'Etat ont été attribuées à des agriculteurs privés. Vers le milieu de 1996, le gouvernement et la Banque mondiale ont conçu un vaste programme de réforme agraire visant à privatiser les fermes collectives et d'Etat. Le Fonds monétaire international estime qu'en septembre 1997, 25 pour cent des terres agricoles (mais seulement cinq pour cent des bonnes terres irriguées) étaient cultivées par des particuliers¹.
9. Selon la Banque mondiale, les deux tiers de la population vivent dans des conditions de pauvreté ordinaire (lorsque les revenus de la famille sont insuffisants pour couvrir les besoins de base, alimentaires ou autres). Une autre tranche de 12 pour cent est "extrêmement pauvre" (elle ne survit que par des moyens tels que la vente de biens, la mendicité ou le vol), et un autre groupe représentant cinq pour cent est "sans ressources" (inaptes au travail, retraités sans soutien familial, etc.)².
10. Cette situation économique a eu de graves répercussions sur la sécurité alimentaire. D'après une étude, la consommation hebdomadaire de viande par habitant a été ramenée de 0,57 kilogramme en 1990 à 0,14 kilogramme en 1995. Au cours de la même période, la consommation d'huile a chuté de 50 pour cent, celle de sucre de 80 pour cent, et celle de pommes de terre de 60 pour cent. Seule la consommation de pain (subventionné) a augmenté³.
11. D'autres études confirment en substance les conclusions de la Banque mondiale sur la pauvreté. L'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) a signalé en 1997 qu'au Tadjikistan, 16,4 pour cent des ménages, soit environ un million de personnes, étaient touchés par l'insécurité alimentaire. (Ce chiffre correspond à peu près au groupe de population défini par la Banque mondiale comme étant "extrêmement pauvre" ou "sans ressources"). L'ampleur de l'insécurité alimentaire varie selon les régions: elle touche 18,8 pour cent des ménages au Khatlon (la région la plus peuplée), 14,7 pour cent dans le Rayon (subordonné à la République) (RSR), 10,3 pour cent dans la Province de Leninabad, et 72,5 pour cent dans l'Oblast autonome de Gorno-Badakshan (une zone qui est depuis toujours fortement dépendante, mais ne compte que trois pour cent de la population totale)⁴. Une enquête nutritionnelle menée en septembre 1998 par l'Agro Action allemande dans le RSR/Provinces de Garm et de Leninabad a indiqué que l'état nutritionnel des populations était critique: plus de 46 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique (retard de la croissance) et plus de 11 pour cent de malnutrition aiguë (dépérissement).

¹ FMI, op. cit., page 57.

² Banque mondiale, op. cit., page 8.

³ Robert M. Birkenes, "Tadjikistan: enquête sur les économies familiale et de bazar" (rapport destiné à Save the Children (Etats-Unis) et au HCR, janvier 1996), page 48.

⁴ Ann Freckleton, "Qui est dans le besoin: évaluation de l'insécurité alimentaire des ménages au Tadjikistan" (rapport pour l'ECHO, août 1997), page 39.



AIDE ANTERIEURE DU PAM

12. Le PAM a apporté une aide au Tadjikistan dans le cadre de trois opérations d'urgence en faveur desquelles, au total, 101 000 tonnes de vivres environ ont été engagées jusqu'à présent. L'opération d'urgence en cours, No 5253.03, doit s'achever à la fin de juin 1999. En 1993, le PAM a commencé à distribuer des rations supplémentaires au Khatlon, la zone la plus gravement touchée par la guerre civile. Selon des données fournies par le service des migrations du Khatlon, depuis la guerre, 35 000 femmes sont devenues chef de famille. Depuis le début des secours alimentaires du PAM, c'est le Khatlon qui a reçu la plus grande partie de l'aide. En 1994, le PAM a élargi le champ de ses activités afin de prendre en compte les besoins des groupes vulnérables dans l'ensemble du pays (retraités, ménages sans soutien économique, personnes vivant en institution). En 1995, l'aide a été étendue à des activités vivres-contre-travail, telles que la reconstruction de logements endommagés par la guerre. En 1996, le PAM a entrepris d'appuyer des projets pilotes visant à distribuer des terres appartenant à des fermes d'Etat à des fins d'exploitation privée, en particulier aux ménages dirigés par une femme ("location de terres à bail").
13. Un cadre général pour les activités du PAM au Tadjikistan a été présenté dans le schéma de stratégie de pays (SSP), soumis au Conseil d'administration pour examen à sa troisième session ordinaire en octobre 1996 (document WFP/EB.3/96/6/Add.5). Il est noté dans le SSP que les institutions des Nations Unies, les ONG et les donateurs étaient parvenus à un consensus sur la nécessité d'élargir l'assistance au-delà des simples opérations d'urgence, pour appuyer le relèvement et le développement. Il est également souligné qu'il est nécessaire, tout en prévoyant de poursuivre les secours en faveur des personnes sans ressources, d'appuyer des activités de transition telles que la remise en état des infrastructures rurales et urbaines, ainsi que la promotion des parcelles privées pour renforcer la sécurité alimentaire des ménages.
14. La mission d'évaluation qui s'est rendue dans le pays en novembre 1997 (rapport résumé présenté au Conseil d'administration en octobre 1998) a formulé la recommandation suivante: bien qu'il reste nécessaire, compte tenu en particulier de la situation socio-économique présente, de poursuivre l'aide alimentaire du PAM sous sa forme actuelle, il est essentiel d'améliorer le ciblage des bénéficiaires du programme d'alimentation des groupes vulnérables. La mission a également recommandé de passer progressivement des secours aux activités de redressement et elle a fait l'éloge des premières initiatives menées à bien dans le cadre du programme de location de terres à bail. Par ailleurs, elle a souligné combien il est nécessaire que le gouvernement et les communautés intensifient leur engagement en faveur du programme d'assistance du PAM.
15. Depuis que le SSP a été préparé, en 1996, la situation économique du Tadjikistan ne s'est pas vraiment améliorée, et aucun changement n'est attendu à cet égard dans un prochain avenir. Les perspectives sont sombres en raison de multiples facteurs se conjuguant: l'incapacité de l'Etat de réunir des fonds pour compenser la perte des importants transferts envoyés précédemment par Moscou; les investissements massifs nécessaires pour remettre en état le réseau d'irrigation dont dépend l'agriculture; l'exode de nombreux cadres appartenant à l'ethnie russe après l'indépendance. D'autres problèmes sont liés à l'absence d'une culture d'entreprise privée qui pourrait remplacer l'ancienne économie dirigée, à la résistance au changement manifestée par les directeurs des kolkhozes et par d'autres membres de la vieille garde, à la montée d'une "mafia" active contrôlant des secteurs déterminants tels que ceux du coton et de l'aluminium, et à l'insécurité associée à la guerre civile (qui n'est pas encore entièrement résolue). Il est



prudent de partir du principe qu'une aide extérieure sera nécessaire pour résoudre les problèmes fondamentaux d'insécurité alimentaire, pour autant qu'on puisse le prévoir.

BENEFICIAIRES ET EVALUATION DES BESOINS

16. Ainsi qu'il a été noté plus haut, au Tadjikistan, 300 000 personnes environ sont sans ressources et 700 000 autres sont extrêmement pauvres. Ces chiffres donnent une indication suffisamment précise de l'ampleur de l'insécurité alimentaire étant donné que, d'après la Banque mondiale, sont en partie définies extrêmement pauvres ou sans ressources les personnes "victimes d'insécurité alimentaire aiguë ou chronique". Le processus d'appel global de 1999 couvre les besoins alimentaires d'un million de personnes souffrant d'insécurité alimentaire au Tadjikistan, ce qui correspond à peu près au groupe des "extrêmement pauvres ou sans ressources" selon l'estimation de la Banque mondiale.
17. Il est cependant de plus en plus reconnu que la sécurité alimentaire au Tadjikistan est généralement un problème familial, et non pas individuel, et l'approche habituelle pourrait ne pas être adaptée à ces circonstances nouvelles. Une étude conduite par Save the Children (Etats-Unis) et le HCR constate que "si, dans une famille nombreuse, une personne (par exemple un retraité) est potentiellement vulnérable, chaque membre de la famille veille à ce qu'elle ne manque de rien"¹. Il en va de même pour les "personnes vulnérables" telles que les invalides ou les orphelins (qui habitent normalement chez des parents ou des tuteurs). Il n'y a aucune raison de supposer que des individus souffrent d'insécurité alimentaire seulement parce qu'ils rentrent dans l'une de ces catégories.
18. Si la *famille* entière est vulnérable, divers mécanismes de survie entrent en jeu: manger moins, vendre des biens, emprunter à des parents ou à des amis, voler ou, dans les zones rurales, pratiquer des cultures vivrières sur une terre louée ou empruntée². Si ces mécanismes de survie sont saturés, la famille dans son ensemble risque de rentrer dans la catégorie des "victimes d'insécurité alimentaire".
19. Cependant, au niveau de la famille, il est souvent difficile de déterminer quels *types* de familles risquent le plus d'être dans le besoin. C'est ainsi que l'étude menée par l'ECHO en 1997 a examiné les types de groupes familiaux souvent considérés comme particulièrement vulnérables: les familles comptant plus de quatre enfants ou des membres inaptes au travail, les ménages comprenant des femmes enceintes et des mères allaitantes, les ménages dirigés par une femme ou les parents isolés. Dans chaque cas, on a constaté que ces groupes considérés globalement ne souffrent *pas* plus d'insécurité alimentaire que l'ensemble de la population, ou bien que les différences ne sont pas "statistiquement significatives". Les seuls ménages qui manifestement souffraient dans une mesure non négligeable d'insécurité alimentaire étaient ceux qui ne comptaient pas d'apporteur de revenu³.
20. Dans la mesure où cette analyse est exacte, les enseignements à en tirer pour le ciblage sont très importants: en ciblant des retraités ou des ménages dirigés par une femme sans

¹ Birkenes, op. cit., page 60.

² Voir Freckleton, op. cit., page 33, et Birkenes, op. cit. pages 58-60.

³ Freckleton, op. cit., page 43. Ces résultats sont considérés par certains comme étant sujets à controverse, et ils sont donnés sous réserve de confirmation par les nouvelles études menées actuellement.



vérifier s'il y a d'autres apporteurs de revenu dans la famille, on courrait le risque de distribuer des vivres à des gens qui n'en ont pas besoin en passant à côté de ceux qui en ont vraiment besoin¹. L'objectif est de repérer dans chaque catégorie les familles victimes d'insécurité alimentaire, et de centrer l'aide sur elles.

21. Pour ce faire, la première étape consiste à analyser les caractéristiques des ménages souffrant d'insécurité alimentaire. D'après l'étude menée par l'ECHO, on constate par exemple, entre autres, qu'il est moins probable que ces ménages (par rapport à ceux dont la sécurité alimentaire est assurée) possèdent des véhicules ou d'autres biens productifs, comptent des hommes en âge de travailler prêts à partir dans d'autres zones, et (dans les zones rurales) exploitent des terres irriguées².

Mécanisme de ciblage

22. Pour définir les catégories visées par les programmes d'alimentation des groupes vulnérables et de vivres-contre-travail, le PAM se fonde sur les cas sociaux enregistrés par le Ministère du travail et de la protection sociale. En raison de différences dans la définition des catégories, tous les cas sociaux du Ministère ne remplissent pas les conditions requises par le PAM pour être définis personnes vulnérables (par exemple, les femmes de plus de 50 ans ayant plus de cinq enfants sont considérées comme des cas sociaux quelle que soit leur situation ou celle de leur époux au regard de l'emploi). Le PAM sélectionne ses bénéficiaires moyennant un processus rigoureux de consultation avec les collectivités locales concernées et une vérification par des surveillants. Nombre des surveillants du PAM sont des femmes (notamment celles qui ont perdu leur emploi en raison de la situation actuelle sur le plan économique et de la sécurité), ce qui a contribué à améliorer le ciblage des femmes vulnérables. En conséquence, les listes des bénéficiaires du PAM sont un sous-groupe des listes de cas sociaux fournies par le Service de la sécurité sociale dépendant du ministère, et mises au point par les surveillants du PAM.
23. Dans la phase initiale de la nouvelle IPSR, le PAM continuera à utiliser les listes de bénéficiaires de la phase actuelle, en les mettant au point avec l'aide des surveillants. Cependant, à mesure que les résultats de l'opération de ciblage menée par l'unité régionale d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) seront disponibles, les listes de bénéficiaires seront revues en conséquence.
24. L'unité régionale d'ACV du PAM élabore actuellement les profils des diverses zones d'économie alimentaire, établissant des cartes des zones et des populations vulnérables, définissant des indicateurs d'insécurité alimentaire, et aidant le bureau de pays à les utiliser pour cibler les familles qui ont le plus besoin d'aide alimentaire. L'unité s'appuie également en partie sur les travaux déjà achevés ou menés actuellement au Tadjikistan par l'ECHO, le HCR/Save the Children (États-Unis), la Banque mondiale/PNUD, Action contre la faim, Agro Action allemande, et d'autres. Les résultats des travaux de l'unité d'ACV devraient être disponibles vers le milieu de 1999, en temps voulu pour fournir des indications pour l'exécution de la nouvelle IPSR dans la deuxième partie de l'année.

¹ D'après l'étude menée par l'ECHO (page 43), 85 pour cent des retraités et 79 pour cent des ménages dirigés par une femme ne souffraient *pas* d'insécurité alimentaire. Tout ciblage sélectionnant ces groupes dans leur ensemble aurait pour conséquence une mauvaise affectation des ressources.

² Freckleton, op. cit., page 45.



PARTENARIATS

25. Au Tadjikistan, la coordination est en général très bien assurée entre les diverses institutions des Nations Unies. Le Représentant spécial du Secrétaire général tient des réunions périodiques avec toutes les institutions des Nations Unies, ainsi qu'avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et avec d'autres organisations internationales. Le Coordonnateur résident/Coordonnateur des affaires humanitaires coordonne l'aide humanitaire au Tadjikistan. Le PAM assure la présidence des réunions du Comité de coordination de l'aide alimentaire qui se tiennent toutes les deux semaines et auxquelles participent toutes les organisations, institutions et ONG concernées par l'aide alimentaire. Le processus d'appel global de 1999 lancé en décembre 1998, qui a permis de réunir au total 24 millions de dollars, porte essentiellement sur l'aide alimentaire, le relèvement agricole et l'appui aux secteurs de la santé et de l'éducation.
26. Dans le cadre du système des Nations Unies, le PAM collabore principalement avec le HCR et avec le PNUD. Le Programme donne la possibilité aux familles les plus pauvres de participer à des activités vivres-contre-travail. Des intrants non alimentaires sont fournis par le HCR et par le PNUD pour aider les soldats démobilisés et les rapatriés, et pour appuyer le dispositif de location de terres à bail, dans le cadre duquel le HCR fournit aux agriculteurs bénéficiaires des pompes à eau et des engrais. Le PAM a également travaillé en coordination avec les Centres de développement communautaire du PNUD, qui font suite aux anciens clubs de jeunes, par le biais d'activités vivres-contre-travail. A ce jour, la coopération avec l'UNICEF ne s'est pas concrétisée, en raison essentiellement de sa présence limitée au Tadjikistan.
27. Le système des Nations Unies a préparé un "Plan d'appui stratégique des Nations Unies pour le Tadjikistan (1998–2000)"¹. Ce plan, qui toutefois n'est pas encore approuvé, contient: une description du processus de développement au Tadjikistan, une analyse des méthodes permettant de faire concorder "besoins" et "ressources", des moyens de créer des systèmes de coordination et d'information, et une stratégie de mobilisation des ressources. Il est comparable au cadre stratégique pour l'Afghanistan préparé en 1998.
28. Le PAM a également établi des partenariats avec un certain nombre d'ONG, principalement pour les activités de relèvement. Il travaille avec *Agro Action* allemande (réfection de routes, canaux, bâtiments), avec *Shelter Now International* (logements endommagés), avec *Mercy Corps International* (santé et assainissement), avec l'Agence de l'aide à la coopération et au développement (curage des canaux, appui aux femmes qui fabriquent des moustiquaires), avec les *Orphans Relief Agencies* (production agricole pour aider les orphelins), et avec *Save the Children* (Etats-Unis) (alimentation scolaire). Par ailleurs, de nouvelles perspectives de collaboration se dessinent avec la Fondation Aga Khan. Les ONG locales, créées récemment, ne peuvent pas mettre en œuvre des programmes d'assistance importants.

¹ PNUD/Tadjikistan, "Dossier d'enquête en vue de la préparation du Plan d'appui stratégique des Nations Unies pour le Tadjikistan, 1998–2000 [projet]", juin 1998.



PLAN D'EXECUTION

Objectifs

29. Les objectifs généraux de l'intervention du PAM au Tadjikistan au cours de l'année allant de juillet 1999 à juin 2000 sont les suivants:
- aider ceux qui sont gravement touchés par l'insécurité alimentaire; et
 - aider au redressement et au développement du pays, la priorité étant donnée aux activités ayant pour but spécifique de favoriser la sécurité alimentaire dans le long terme, en mettant principalement l'accent sur les femmes bénéficiaires.

Activités

30. Afin d'atteindre les objectifs ci-dessus, le PAM utilisera des vivres pour appuyer les activités suivantes:
- distribution de secours alimentaires à ceux qui sont gravement touchés par l'insécurité alimentaire (250 000 bénéficiaires);
 - alimentation scolaire (45 000 bénéficiaires);
 - vivres pour aider temporairement les rapatriés et les soldats démobilisés (10 000 bénéficiaires);
 - distribution de rations de subsistance aux familles entreprenant des cultures sur des terres louées à bail à des fermes collectives (30 000 bénéficiaires);
 - vivres-contre-travail pour la remise en état des infrastructures urbaines et rurales, en donnant la priorité aux activités favorisant la sécurité alimentaire (30 000 bénéficiaires); et
 - vivres destinés aux victimes de catastrophes imprévues (5 000 bénéficiaires).
31. Une ventilation des groupes de bénéficiaires est donnée au tableau 1.

**TABLEAU 1: GROUPE DE BÉNÉFICIAIRES DU PAM
AU TITRE DE L'IPSR 6087.00**

Activité	Nombre total	Hommes	Femmes
Secours aux personnes gravement touchées par l'insécurité alimentaire	250 000	100 00	150 00
Alimentation scolaire	45 000	22 50	22 50
Rapatriés ¹ et soldats démobilisés	10 000	–	–
Dispositif de location de terres à bail	30 000	9 00	21 00
Programmes vivres-contre-travail	30 000	12 00	18 00
Victimes de catastrophes	5 000	1 50	3 50
Nombre total de bénéficiaires	370 000	145 00	215 00

¹ La ventilation par sexe n'est pas disponible pour les rapatriés. Il faut cependant noter que tous les soldats démobilisés sont des hommes.



Secours aux personnes gravement touchées par l'insécurité alimentaire

32. Les listes de bénéficiaires du PAM ne comprennent que des personnes vulnérables. Grâce aux résultats de l'ACV concernant les familles victimes d'insécurité alimentaire, les listes seront établies plus précisément et le ciblage sera amélioré, ce qui permettra d'atteindre les personnes les plus vulnérables et d'éliminer ceux qui sont capables de se débrouiller tout seuls. La ration alimentaire couvre l'année entière; cependant, malgré une réduction progressive de la ration, les groupes vulnérables ont été en mesure de s'assurer d'autres sources de vivres, essentiellement grâce au commerce et aux petites parcelles qu'ils cultivent.
33. Les vivres destinés aux bénéficiaires vulnérables seront transportés des entrepôts du PAM jusqu'aux centres de distribution près du domicile des bénéficiaires. Les distributions seront effectuées par les collectivités locales avec la participation de surveillants du PAM. Ceux-ci mèneront également des enquêtes après distribution pour s'assurer que les bénéficiaires y ayant droit ont reçu leurs vivres. Le processus entier se déroulera en étroite collaboration avec des fonctionnaires locaux et de district, des femmes pour la plupart. Il permettra également de déterminer l'efficacité des critères d'admissibilité du PAM par rapport aux théories forgées par le gouvernement à propos de la mise en place d'un nouveau filet de sécurité sur le plan social, dès que les ressources le permettront. Cette collaboration améliorera la précision du ciblage. Etant donné que la majorité des surveillants du PAM sont des femmes, des mesures ont été prises pour assurer que les femmes sont pleinement associées à la planification et à la gestion des distributions. Au cours de la phase actuelle, les surveillants ont aidé à mettre en place des groupements villageois de femmes, qui demandent à participer aux projets vivres-contre-travail.

Alimentation scolaire

34. Au Tadjikistan, tous bénéficiaient autrefois de l'enseignement et les taux d'alphabétisation atteignaient près de 100 pour cent. Cependant, selon la Banque mondiale, la situation s'est complètement dégradée depuis l'indépendance à cause "du délabrement et de la destruction des bâtiments scolaires, de la fuite des enseignants hors du pays et de leur abandon de la profession, [et] du manque de manuels et de mobilier"¹. Dans certaines familles terriblement pauvres, les enfants doivent travailler pour contribuer au revenu du ménage. En conséquence, le niveau d'éducation et les taux de fréquentation scolaire se sont effondrés.
35. Tous les programmes d'alimentation scolaire assistés par le PAM sont basés dans le Khatlon. Le ciblage en vue de l'alimentation scolaire est géré par Save the Children (Etats-Unis). En collaboration avec cette organisation, le PAM distribue à midi du pain aux écoliers du primaire (âgés de sept à 11 ans) pour les encourager à fréquenter l'école pendant toute l'année scolaire. Le pain est cuit sur place dans les écoles. Save the Children (Etats-Unis) rapporte que la fréquentation augmente sensiblement lorsque des vivres sont ainsi mis à disposition. La question de l'équité entre les sexes dans l'éducation ne se pose pas dans la région du Khatlon, où les taux de fréquentation des filles et des garçons sont comparables.

¹ Banque mondiale, op. cit., page 17.



Rapatriés et soldats démobilisés

36. En 1997–98, environ 15 000 civils et soldats de l'opposition qui avaient fui en Afghanistan sont rentrés au Tadjikistan. Des programmes ont été mis au point par la communauté internationale en vue de la démobilisation des soldats (MONUT, PNUD, Organisation internationale pour les migrations, Banque mondiale, PAM) et de la réinsertion des rapatriés civils (HCR, PAM, ONG). L'aide alimentaire est distribuée aux rapatriés par le HCR, tandis que celle destinée aux soldats démobilisés est distribuée par le PAM et ses partenaires d'exécution. L'alimentation des deux groupes est assurée sur le site pendant six mois. Toutefois, au titre de l'IPSR proposée, l'aide alimentaire prendra principalement la forme de vivres-contre-travail et d'autres activités rémunératrices. Le nombre des rapatriés et des soldats démobilisés est fixé à 10 000, et il n'y a pas de ventilation par sexe étant donné que les rapatriés ne sont pas identifiés. Cependant, tous les soldats démobilisés sont des hommes.

Dispositif de location de terres à bail

37. Dans le cadre du dispositif de location de terres à bail, le PAM aide à organiser des groupes d'agriculteurs pauvres dans une ferme d'Etat ou un kolkhoze. Les participants passent avec la direction de la ferme un accord écrit stipulant les conditions du bail. Habituellement, un bail de quatre ans portant sur un demi-hectare de terre est accordé aux agriculteurs, qui le paient en nature (20 pour cent de leur récolte) ou en espèces (avec des paiements annuels allant de 25 à 50 dollars par hectare).
38. Les fermes aussi bien que les agriculteurs tirent profit de cet arrangement. Les fermes d'Etat, qui connaissent actuellement de très graves difficultés économiques, peuvent tirer un certain revenu de terres qui sans cela resteraient inexploitées, ce qui leur laisse le temps de mener à bien le passage à une forme privatisée d'agriculture. Les agriculteurs qui sont peu payés, voire pas du tout, pour le travail qu'ils fournissent à la ferme peuvent pratiquer leurs propres cultures vivrières pour la consommation et la vente.
39. Outre le rôle de catalyseur qu'il joue dans la mise en route de ces dispositifs dans certaines fermes, le PAM fournit aux participants de la farine de blé qui leur permet de couvrir les besoins de subsistance de leur famille, tandis qu'ils ensemencent leurs terres et attendent la récolte. De 1996 à aujourd'hui, plus de 15 000 preneurs à bail, dont 57 pour cent de femmes, ont été visés par ce dispositif. Il sera élargi au titre de l'IPSR proposée de manière à atteindre 30 000 bénéficiaires, dont une grande majorité de ménages dirigés par une femme qui représenteront 70 pour cent des bénéficiaires. D'après des études, le projet a favorisé dans une certaine mesure la sécurité alimentaire et l'autosuffisance économique des participants. Les principaux contretemps ont été d'ordre juridique, tels que ceux liés à l'absence de cadre garantissant l'application des clauses des baux et de garanties à plus long terme concernant la propriété foncière.
40. La farine de blé sera livrée aux bénéficiaires sous forme de rations familiales sur les sites du projet, la supervision étant assurée par les surveillants du PAM chargés des produits alimentaires. Sur le volume total de vivres auquel les bénéficiaires ont droit, la moitié sera distribuée au moment du démarrage des activités, et l'autre moitié sera fournie au pro rata, à mesure que certaines activités seront achevées. Ces modalités seront réexaminées au cours de l'IPSR pour s'assurer que les distributions ont lieu lorsque les besoins de vivres sont les plus aigus.



Programmes vivres-contre-travail: remise en état des infrastructures urbaines et rurales

41. Ces dernières années, au Tadjikistan, un grand nombre d'infrastructures urbaines et rurales ont été détruites par la guerre ou se sont détériorées, faute de fonds pour en assurer convenablement l'entretien. Pour aider à réparer ces avoirs, le PAM appuiera des activités vivres-contre-travail dans divers domaines (remise en état des réseaux d'irrigation et de drainage, routes et bâtiments collectifs, équipements de distribution d'eau et d'assainissement), avec des partenaires en mesure de fournir les intrants techniques nécessaires. Certaines activités vivres-contre-travail sont axées sur la conservation de l'environnement, telles que le curage des canaux et la consolidation des berges des rivières, activités qui viennent à l'appui des initiatives de prévention des glissements de terrain et des inondations.
42. Parfois, le PAM exécute directement des activités vivres-contre-travail ciblées sur les ménages victimes d'insécurité alimentaire. Dans ce cas, les vivres sont distribués une fois que les surveillants du PAM ont attesté que les travaux avancent conformément au plan. Lorsque les travaux sont supervisés par des ONG, l'organisation concernée confirmera qu'ils ont été menés à terme, passera prendre les produits à l'entrepôt du PAM et les distribuera aux bénéficiaires. Les surveillants du PAM vérifieront périodiquement que les travaux ont été exécutés de manière satisfaisante conformément au plan.

Stratégie et dispositions en matière de logistique

43. Les vivres ont été transportés suivant deux itinéraires: a) par mer jusqu'à des ports de la mer Baltique (Riga) ou de la mer Noire (Novorossisk) puis par train à travers la Russie et/ou les pays de la CEI; ou b) par train directement de l'Europe de l'Est en passant par les pays de la CEI.
44. Au cours des quatre dernières années, les fonctionnaires du PAM chargés de la logistique ont mené plusieurs missions importantes d'évaluation et ont révisé la matrice logistique, qui tire parti du réseau ferroviaire très peu coûteux traversant les pays de la CEI en Asie centrale, y compris le tronçon tadjik, sur lequel le PAM bénéficie d'une réduction spéciale. Les distributions et le transport vers le Gorno-Badakshan se font par camion à partir d'Osh au Kirghizistan, qui est située sur la principale ligne de chemin de fer reliée aux pays de la CEI. De même, le nord de l'Afghanistan est desservi par la ligne ferroviaire d'Osh qui se charge des livraisons avant l'offensive de l'hiver dans les zones montagneuses.
45. En raison de la rigueur de l'hiver et de la fermeture des voies de communication dans les zones montagneuses, les produits alimentaires seront apportés sur place au préalable, avant l'hiver, et seront ensuite transportés par petites quantités par camion jusqu'aux points de livraison.

Renforcement des capacités

46. Pour exécuter les diverses activités de l'IPSR proposée, le bureau de pays (y compris les bureaux auxiliaires de Kurgan-Tube et de Khorog) aura besoin de quatre collaborateurs supplémentaires ayant des compétences en matière de conception et d'exécution de programmes de relèvement et de développement. Il faudra notamment recruter du personnel international pour diriger les deux bureaux auxiliaires, à la place du Volontaire des Nations Unies (Khurgan-Tube) et de l'agent local (Khorog) qui ont prêté leur concours jusqu'à présent. Le bureau principal de Douchanbé doit être doté d'un fonctionnaire des finances/administration (personnel de projet) et d'un fonctionnaire chargé des rapports



(administrateur auxiliaire). Du personnel de programme local supplémentaire sera également nécessaire pour suivre les activités exécutées par les ONG et par le PAM. Ce renforcement rend compte de la complexité des opérations et des responsabilités accrues, s'agissant de la gestion d'un programme qui évoluera des simples secours vers le redressement.

47. Une formation sera assurée pour améliorer la capacité du personnel local actuel de concevoir, superviser et suivre les activités vivres-contre-travail. On accordera une importance particulière aux méthodes permettant de repérer et de cibler les ménages souffrant d'insécurité alimentaire. La formation relative aux questions de sécurité alimentaire sera supervisée par l'assistant de programme responsable des activités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV).

SUIVI ET EVALUATION

48. Le suivi ordinaire sera assuré par des surveillants en poste à Douchanbé et dans les deux bureaux auxiliaires. Pendant les périodes de distribution, les surveillants contrôleront la distribution et les effectifs des bénéficiaires. Les indicateurs fondamentaux à suivre seront notamment les suivants:
- a) **secours alimentaires:** effectifs et catégories de bénéficiaires ventilés par sexe; volume de vivres distribués;
 - b) **location de terres à bail:** effectifs et catégories de bénéficiaires; ménages agricoles dirigés par une femme; superficie de terre louée à bail; volume de vivres distribués; types de cultures; pourcentage de bénéficiaires poursuivant des activités agricoles une fois terminée l'aide alimentaire;
 - c) **vivres-contre-travail:** effectifs et catégories de bénéficiaires ventilés par sexe; volume de vivres distribués; types d'activités et état d'avancement des travaux;
 - d) **alimentation scolaire:** nombre d'écoles, élèves inscrits et assistant aux cours; volume de vivres distribués;
 - e) **rapatriés et soldats démobilisés:** nombre de bénéficiaires; volume de vivres distribués; types d'activités; réalisations.
49. Par ailleurs, des enquêtes/études seront conduites périodiquement par le bureau de pays avec l'appui de l'unité régionale d'ACV, afin de déterminer dans quelle mesure les bénéficiaires de l'aide alimentaire souffrent encore d'insécurité alimentaire et d'évaluer le degré de vulnérabilité d'autres familles exposées à ce même risque.

STRATEGIE DE RETRAIT DE L'AIDE

50. On peut présumer que, dans le proche avenir, le Tadjikistan restera en déficit vivrier. En outre, le pays est frappé par un nouveau type de calamité particulièrement insidieux: l'effondrement total du système social, économique et politique, auquel s'ajoute la désintégration du filet de sécurité de l'ex-Union soviétique. Cette situation "d'urgence" est durable et a de graves répercussions aux échelons national et régional. Une stratégie de retrait progressif serait donc peu réaliste dans de telles circonstances.



51. L'incertitude entourant les événements économiques et politiques reste grande au Tadjikistan. La durée de la présente IPSR est donc limitée à un an; si la situation locale le permet, des demandes concernant de futures IPSR pourraient être présentées pour répondre aux besoins d'aide alimentaire au cours des deux prochaines années. Dans les années à venir, il devrait être possible de concevoir une stratégie appropriée, avec notamment le passage à un programme de pays de plus longue durée.

EVALUATION DES RISQUES

52. Le risque majeur au Tadjikistan est une reprise de la guerre civile, avec pour conséquence une augmentation du nombre de personnes ayant besoin d'assistance. Bien qu'il soit en bonne voie aux échelons supérieurs, le processus de paix rencontre des obstacles au niveau local à cause des frustrations suscitées par les mécanismes de mise en application et des incertitudes qui rendent le processus peu intéressant pour de nombreux acteurs. L'insuffisance des mesures prises par les donateurs a entraîné le pays dans un cercle vicieux: les donateurs exigent des améliorations sur le plan de la sécurité avant de débloquer des fonds, alors que c'est justement le manque de fonds au niveau du pays qui est responsable de l'aggravation de la situation.

Sécurité

53. La situation en matière de sécurité a une incidence sur la mise en œuvre et la livraison de l'aide alimentaire. En raison d'incidents créant des conditions d'insécurité, certaines zones et régions deviennent de temps à autre inaccessibles. On continuera de partager les informations à cet égard avec le MONUT. Par mesure de précaution, des améliorations, telles que l'installation d'alarmes, seront apportées au bureau de pays et aux bureaux auxiliaires, ainsi qu'aux logements du personnel. Une somme de 18 000 dollars a été prévue à cet effet. Par ailleurs, le PAM partage les dépenses afférentes aux agents de la sécurité des bureaux extérieurs avec d'autres institutions des Nations Unies intervenant au Tadjikistan.
54. Un élément impondérable de première importance concerne la capacité du gouvernement de prendre les mesures macro-économiques et politiques nécessaires pour engager ce qui sera un long et difficile processus de redressement économique. Ces initiatives influenceront grandement sur les activités du PAM. C'est ainsi qu'en dernier ressort, le succès du programme de location de terres à bail sera subordonné à l'adoption de politiques de réforme agraire permettant aux participants d'obtenir des droits de propriété sur la terre qu'ils louent.
55. Le Tadjikistan est également exposé aux catastrophes naturelles telles que glissements de terrain, tremblements de terre, inondations et avalanches. Il existe plusieurs mécanismes de coordination visant à atténuer les effets des catastrophes, tant au niveau régional que national. Le gouvernement a renforcé la coordination entre le Comité d'Etat chargé des situations d'urgence et les organisations internationales. L'Office de coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le bureau régional du PAM disposent d'une réserve en cas de catastrophe. Les liens avec le bureau régional, en particulier pour ce qui concerne l'utilisation de la même filière d'acheminement des vivres, permettent de faire face aux catastrophes naturelles avec une plus grande souplesse. Le Comité de coordination de l'aide alimentaire, présidé par le PAM, constitue également un dispositif de coordination de l'aide (alimentaire) en cas de catastrophe. En outre, l'IPSR proposée prévoit une



provision pour imprévus qui permettrait de faire face à quelques catastrophes d'une ampleur limitée (jusqu'à 5 000 bénéficiaires); un sinistre plus grave nécessiterait de se procurer d'autres ressources au titre d'une intervention d'urgence distincte.

INTRANTS NECESSAIRES

Besoins en produits alimentaires

56. L'assortiment alimentaire est composé de farine de blé, d'huile végétale et de sucre— produits consommés normalement par la population locale. Les rations varient selon les activités pour deux principales raisons: a) il existe des différences entre les activités (pour le dispositif de location de terres à bail et pour les vivres-contre-travail, une ration familiale de trois kilogrammes de farine de blé sera fournie selon le nombre de jours de travail, tandis qu'au titre de la composante alimentation scolaire, on distribuera du pain cuit à l'école; les rapatriés et les soldats démobilisés recevront également des vivres dans les camps); et b) les activités telles que les secours aux groupes vulnérables gravement touchés par l'insécurité alimentaire ont été réduites au cours du temps (le PAM aide les groupes vulnérables depuis 1993) conformément au plan de retrait progressif. Pour les groupes vulnérables, le déficit nutritionnel est couvert par d'autres sources d'approvisionnement en vivres telles que les jardins familiaux, le petit commerce, et les envois de fonds venant de parents à l'étranger (toutefois, étant donné que la majorité d'entre eux travaillent en Russie, la récente crise économique de ce pays aura un effet préjudiciable sur ces mouvements de fonds vers le Tadjikistan).
57. Le volume de produits alimentaires nécessaires au titre du projet s'élèvera à 50 082 tonnes pour la période allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000. Ainsi qu'il est montré au tableau 2 ci-dessous, ces ressources seront ainsi utilisées: 41 pour cent pour les secours aux victimes d'insécurité alimentaire, 55 pour cent pour les vivres-contre-travail et la location de terres à bail, et quatre pour cent pour l'alimentation scolaire et les vivres destinés aux personnes déplacées et à la population victime de catastrophes.

**TABLEAU 2. BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES PAR ACTIVITÉ
(JUILLET 1999–JUN 2000)**

Activité	Nombre de bénéficiaires	Ration quotidienne (grammes)			Durée (jours)	Besoins prévus (tonnes)		
		Farine de blé	Huile végétale	Sucre		Farine de blé	Huile végétale	Sucre
Secours aux victimes d'insécurité alimentaire	250 000	200	15	10	365	18 2	1 36	913
Alimentation scolaire	45 000	175	15	0	180	1 4	122	–
Rapatriés/soldats démobilisés	10 000	400	30	20	180	720	54	36
Dispositif de location de terres à bail	30 000	3000	0	0	150	13 5	–	–
Vivres-contre-travail	30 000	3000	0	0	150	13 5	–	–



Victimes de catastrophes	5 000	400	30	20	90	180	14	9
Total	370 000					47 5	1 55	958

Articles non alimentaires

58. Les arrangements en matière de collaboration entre le bureau de pays et les ONG et les institutions des Nations Unies sont efficaces, ce qui devrait permettre de couvrir les besoins initiaux d'articles non alimentaires. Il se peut cependant que cela ne suffise pas. Un examen des besoins sera effectué l'année prochaine.

Assistance technique

59. Une ONG (l'Agence pour la coopération technique et le développement—ACTED) a prêté son concours en mettant à disposition un agronome expatrié et un spécialiste local, qui assureront une assistance technique aux bénéficiaires du dispositif de location de terres à bail. Les compétences nécessaires en matière d'ingénierie sont disponibles localement pour un coût minime. Ce poste s'élèvera à 15 000 dollars, ainsi que stipulé dans le budget ci-joint.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

60. L'IPSR est recommandée à l'approbation du Conseil d'administration dans les limites du budget figurant aux annexes I et II.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Farine de blé	47 567	176	8 370
– Huile végétale	1 557	700	1 090
– Sucre	958	270	258 600
Total produits	50 082		97 060
Transport extérieur	50 082	82,42	4 130
TTEM a. ou b.			
a) Transport terrestre	50 082	95	4 758
b) TIEM	50 082	37	1 853
Total partiel, coûts opérationnels directs			20 416
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)			
Total partiel, coûts d'appui directs			1 110
Total, coûts directs			21 600
C. Coûts d'appui indirects (7,1 pour cent du total des coûts directs)			
Total partiel, coûts d'appui indirects			1 550
COÛT TOTAL POUR LE PAM			23 150

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.



ANNEXE II**BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)**

Dépenses de personnel	
Personnel international	386 000
Volontaires des Nations Unies	55 000
Personnel local et temporaire	281 300
Total partiel	722 300
Services d'appui technique	
Autre	15 000
Total partiel	15 000
Voyages et indemnités journalières de subsistance	
Déplacements internationaux	15 000
Déplacements intérieurs	70 000
Total partiel	85 000
Dépenses de bureau	
Location des locaux	44 500
Services collectifs	3 000
Communications	35 000
Fournitures de bureau	8 000
Réparation et entretien du matériel	17 000
Total partiel	107 500
Véhicules	
Entretien	70 000
Carburant	45 000
Total partiel	115 000
Matériel	
Matériel de communications	12 000
Véhicules	50 000
Matériel informatique	30 000
Autre matériel (sécurité)	18 000
Total partiel	110 000
Articles non alimentaires	
Autres (assistance temporaire, heures supplémentaires, dépenses de représentation, divers)	34 500
Total partiel	34 500
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	1 189 300

